
Les enjeux de pouvoir de l'autorité religieuse dans l'Égypte post-transition démocratique

Laura Garrec



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/3735>

DOI : 10.4000/ema.3735

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2017

Pagination : 143-161

ISBN : 2-905838-95-7

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Laura Garrec, « Les enjeux de pouvoir de l'autorité religieuse dans l'Égypte post-transition démocratique », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Troisième série, L'État égyptien en quête de stabilité, mis en ligne le 15 octobre 2019, consulté le 05 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3735> ; DOI : 10.4000/ema.3735

© Tous droits réservés

LES ENJEUX DE POUVOIR DE L'AUTORITÉ RELIGIEUSE DANS L'ÉGYPTE POST-TRANSITION DÉMOCRATIQUE

RÉSUMÉ

Le renversement du gouvernement Morsi par l'armée le 3 juillet 2013 a exacerbé la compétition autour de l'autorité religieuse entre les différents acteurs des champs politiques et religieux institutionnels, à savoir al-Azhar, le ministère des Waqfs, Dâr al Iftâ et le président. L'arrivée du général al-Sissi au pouvoir suite aux élections de juin 2014 a eu lieu dans un contexte où le contrôle du champ religieux en tant qu'espace de mobilisation politique contestataire appuyait la répression des partisans des Frères musulmans et des militants révolutionnaires. L'appel à la « révolution religieuse » du président fraîchement élu s'inscrit dans un environnement politique et historique au sein duquel al-Azhar représente pour le régime un outil de légitimation islamique et de lutte contre l'opposition et inaugure la rivalité qui marquera notamment les rapports entre al Sissi et l'institution autour de la production des normes religieuses. Le discours de vérité que tente d'imposer le nouveau régime aux sphères politiques et religieuses a ainsi pour enjeu la redéfinition des acteurs politiques et religieux légitimes et le remodelage du corps politique à travers l'expulsion des normes religieuses qui lui sont concurrentes. Il s'agit donc d'explorer les stratégies sémantiques de monopolisation du champ religieux mises en œuvre par les institutions religieuses étatiques et le président et de saisir la dynamique des conflits d'intérêts se jouant entre les acteurs concernés, ainsi que de comprendre les mécanismes institutionnels de formation d'une identité nationale fondée sur une définition religieuse.

INTRODUCTION

L'image du grand Imam d'al-Azhar se tenant aux côtés du ministre de la Défense Abd el Fattah al-Sissi, le 3 juillet 2013, en signe de soutien au renversement du président Morsi par l'armée, a frappé les esprits en symbolisant l'alliance entre les institutions religieuses et militaires. Le grand Imam avait soutenu le mouvement du 30 juin réclamant la destitution de Morsi, ce qui avait contrasté avec l'appel lancé aux manifestants à rentrer chez eux lors de la révolution du 25 janvier 2011.

Cette opposition d'al-Azhar au gouvernement frériste peut sans doute s'expliquer par le fait que la nomination de Frères musulmans à des postes-clés au sein des trois piliers de l'organisation religieuse de l'État égyptien – le ministère des Waqfs (biens religieux), *Dâr al Iftâ* (maison des fatwas) et al-Azhar – avait suscité les critiques de l'institution azharie, dénonçant ces démarches comme une frémisation des institutions de l'islam, exacerbées par la réadmission au sein d'al-Azhar d'environ 5000 Azharis qui avaient été suspendus sous le régime Moubarak pour leur affiliation aux Frères musulmans ou à des groupes salafistes. Suite à l'amendement à la loi de 1961¹ adopté durant le régime de transition du Conseil Suprême des Forces Armées en janvier 2012², l'institution avait renoué avec une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Par ailleurs, l'article 4 de la Constitution de 2012, qui prévoyait la consultation d'al-Azhar lors du processus d'élaboration de lois concernant les affaires religieuses, lui conférait un rôle à part entière dans l'exercice du pouvoir législatif. La concurrence pour la légitimité religieuse entre al-Azhar et la présidence avait marqué la période frériste, le régime cherchant à asseoir sa légitimité islamique en s'arrogeant le contrôle de l'institution et, ainsi, l'autorité de la référence religieuse représentée par al-Azhar.

Alors que l'on avait vu se former une opposition entre une identité islamiste et une identité libérale lors des débats sur la définition de l'État égyptien post-révolutionnaire, al-Azhar avait tenté de se démarquer en s'affirmant comme le bastion de l'unité nationale, seul capable de créer le dialogue entre les différentes composantes tant confessionnelles que politiques de la société. En outre, son soutien à l'option démocratique contre l'éventualité d'un État

1. Cette loi avait procédé à la « nationalisation » des institutions religieuses en partageant l'organisation politico-religieuse de l'État entre *Dâr al Iftâ*, le ministère des Waqfs et al-Azhar, cette dernière perdant sa prééminence d'acteur religieux par sa subordination à l'appareil d'État et le partage de ses fonctions avec les deux autres institutions.

2. A la faveur du 25 janvier 2011, le grand Imam avait revendiqué un retour à l'indépendance d'al-Azhar face au pouvoir politique. La loi de juin 2012 fut également perçue par les partis libéraux et séculiers comme un rempart contre la pénétration des salafistes et Frères musulmans dans l'institution afin de préserver « l'identité modérée » de l'islam incarné par al-Azhar ; cf *Daily News Egypt*, <https://dailynewsegypt.com/2013/03/20/al-azhar-of-post-revolutionary-egypt/>, consulté le 03/09/2017

théocratique avait constitué pour elle l'occasion de s'instituer comme gardienne de l'islam modéré face à la montée de l'islam politique sur le plan national et international³. Néanmoins, l'institution fait face depuis 2013 à une crise de légitimité : son soutien à l'armée engendre le désaveu de la part des islamistes et des scissions ou tensions internes⁴, alors qu'elle fait par ailleurs face aux critiques de l'opposition séculière. Enfin, le pouvoir cherche à exercer un contrôle du champ religieux en tant qu'espace de mobilisation politique contestataire.

Une série de mesures visant à contrôler les mosquées et le discours religieux sont ainsi mises en place dès septembre 2013 : le ministère des Waqfs révoque les licences des institutions religieuses et des imams non agréés par le gouvernement, interdit le prêche du vendredi dans les mosquées de moins de 80 mètres carrés, et lance l'unification du prêche du vendredi. Depuis la campagne présidentielle de mai 2014, al Sissi multiplie les appels à réformer le discours religieux, et s'inscrit ainsi dans une rivalité avec al-Azhar, dans un environnement politique où cette dernière représente pour l'État un outil de légitimation islamique et de lutte contre l'opposition.

L'espace discursif du prêche devient dès lors l'objet d'une concurrence entre un pôle constitué par le ministère des Waqfs, *Dâr al Iftâ* et le Président, et l'autre par l'institution azharie. Le regain d'autonomie acquis par al-Azhar suite à la révolution du 25 janvier la positionne comme un acteur politique de premier plan, rendant son contrôle essentiel à l'assise du régime. À travers la saturation des sphères tant politique que religieuse par le régime de véridiction (Foucault)⁵ que le gouvernement tente d'imposer en mobilisant les

3. De juin 2011 à juin 2013, al-Azhar travaille sur la production de ses « Documents », dont quatre sont diffusés sur les thèmes suivants : « Le Printemps arabe », « Le futur de l'Égypte », « Les libertés fondamentales », « Contre l'utilisation de la violence dans le règlement des conflits politiques » ; voir *Anba' Online*, <http://anbaaonline.com/?p=9696>, mis à jour le 03/09/2017. Ils sont désormais actualisés, voir le site d'al-Azhar, <http://www.azhar.eg/AzharStatements>, consulté le 03/09/2017

4. Par exemple, le cheikh Youssef al-Qaradhwî, un prédicateur proche des Frères musulmans et très populaire en Égypte, démissionne du Comité des grands oulémas d'al-Azhar en décembre 2013 en signe de protestation contre la ligne politique adoptée par l'institution. Président de l'Union mondiale des oulémas musulmans, il lance une fatwa affirmant le devoir de chaque musulman de se mobiliser contre les nouvelles autorités : voir *CNN Arabic*, http://edition.cnn.com/arabic/2013/middle_east/12/3/azhar.qaradawi.resigation, consulté le 03/09/2017

De même, la Commission de la Sharia pour les Droits et la Réforme, organisation salafiste internationale née en juillet 2011 et constituée d'oulémas azharis partisans de Mohamed Morsi, désavoue l'institution : voir *Islam Way*, <https://ar.islamway.net/article/19701>, consulté le 03/09/2017

5. Par régime de véridiction, on entend les mécanismes de reconnaissance des éléments du discours comme vrais ou faux permettant aux énoncés d'acquiescer ou non la notion de crédibilité au fondement de l'autorité qui leur est accordée. Cf. Foucault, M. 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.

institutions religieuses, et les moyens discursifs qu'il déploie dans le cadre de la campagne de renouvellement du discours religieux, il s'agit de redéfinir les frontières du corps politique et national en expulsant de celui-ci les normes pouvant subvertir l'autorité du régime. Ainsi, la légitimation de celui-ci repose-t-elle sur un processus de reformulation de la tradition religieuse puisant dans l'imbrication des champs religieux et politique depuis les réformes nassériennes⁶, dont le chevauchement se retrouve chez les acteurs spécialisés : le ministère des Waqfs, *Dâr al Iftâ*, al-Azhar, sont des acteurs religieux autant que politiques, leur spécialisation dans la sphère religieuse s'effectuant au sein de l'appareil d'État. Les Frères musulmans et le Président al Sissi interviennent dans cette configuration par une entrée politique où la production de la norme religieuse et son contrôle constituent un enjeu multipolaire mettant historiquement en tension les figures du Président et du Grand Imam d'al-Azhar et questionnant la définition des acteurs légitimes du politique et du religieux, dans la concurrence avec les acteurs en marge des champs politiques et religieux institutionnels (tels que les *Gama`ât Islâmiyya* ou les prédicateurs sur Internet par exemple)⁷.

Le processus de légitimation⁸ du régime d'al Sissi repose en miroir sur celui de la délégitimation⁹ des Frères musulmans. Cela pourrait représenter pour al-Azhar l'occasion de se réaffirmer comme bastion autonome de la religion; néanmoins, comme nous le développerons, le nouveau régime, en requérant la caution d'al-Azhar, fait pression sur l'institution pour que celle-ci s'aligne sur les vues du président.

Cette étude se fonde sur une analyse qualitative des discours et prises de position, dans l'espace médiatique grand public et spécialisé, qui mobilisent al-Azhar, le ministère des Waqfs et *Dâr al Iftâ* en tant qu'institutions au croisement des sphères religieuses et politiques, ainsi que la pluralité de leurs acteurs aux appartenances sociopolitiques diverses, et le Président en tant que détenteur d'une autorité politique labile en contexte post-révolutionnaire. Il s'agit ainsi de croiser le positionnement discursif de ces acteurs avec la situation objective qu'ils occupent dans leurs champs respectifs et les différentes mesures mises en place au sein des trois institutions. L'objectif est ainsi de tenter d'évaluer l'impact de la démarche d'expulsion des normes

6. Voir Gaborieau, M. et Zeghal, M. 2004, « Autorités religieuses en islam », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 125.

7. Cf Zeghal, M. 1997, « La Guerre des Fatwas », *Les Cahiers de l'Orient*.

8. Légitimation est ici entendue au sens défini par Jacques Lagroye comme l'ensemble des processus rendant « l'exercice d'un pouvoir coercitif spécialisé tolérable sinon désirable, c'est-à-dire qui le fasse concevoir comme une nécessité sociale sinon un bienfait » (Lagroye, J., Bastien, F. et Sawicki, F. 2006, *Sociologie politique*, Paris, Dalloz/Presses de Sciences Po).

9. Voir Gaïti, B. 2003, « Le rôle de l'opinion dans les processus de délégitimation ou la quête de l'impopularité des régimes déchus », in Lagroye, J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin.

religieuses concurrentes du régime hors de la scène politique depuis le renversement du gouvernement Morsi.

Nous aborderons dans une première partie la mise en place du verrouillage de l'expression religieuse, en tant que celle-ci participe à formuler les normes politiques. Nous serons amenés à étudier les stratégies sémantiques de monopolisation du champ religieux par les trois institutions religieuses et le Président, et les conflits d'intérêts l'inscrivant comme un espace de concurrence entre les différents acteurs. Nous nous pencherons dans une seconde partie sur les mécanismes institutionnels contribuant à forger une identité nationale fondée sur l'appartenance religieuse. Nous essaierons ainsi de comprendre comment la formation nationale de l'identité religieuse s'inscrit comme vecteur de monopolisation de la production des normes religieuses et participe du blocage à la démocratisation de la société égyptienne.

LE VERROUILLAGE SÉMANTIQUE DE L'ESPACE POLITIQUE ET RELIGIEUX

Dans son discours du 1^{er} janvier 2015, à l'occasion de l'anniversaire du prophète Mohammed et du jour de l'An, à l'université d'al-Azhar, al Sissi intime aux oulémas de procéder à la « révolution religieuse » qui mettra fin à l'extrémisme puisant sa source, selon lui, dans les interprétations erronées de l'islam¹⁰. Une « lecture éclairée » du patrimoine religieux purgerait celui-ci de la « sacralisation » historique des textes et avis juridiques ayant mené à une compréhension égarée de la tradition. Cette irruption de l'État dans le champ théologique est dénoncée par de nombreux cheikhs, au sein et hors de l'institution azharie, comme une mise en cause du patrimoine religieux lui-même induisant un basculement vers l'hérésie. Ces cheikhs refusent ce qui constitue pour eux une mainmise du gouvernement sur le domaine de compétences d'al-Azhar.

L'appel à la révolution religieuse

Le rapport de force entre l'État et l'institution demeure marqué par une double dynamique historique : d'une part, l'affirmation d'al-Azhar comme la source unique de la légitimité religieuse, afin de canaliser l'expression des opinions religieuses et la mobilisation politique autour de celles-ci ; d'autre part, la subordination d'al-Azhar à l'État qui capterait ainsi son autorité religieuse, ou *a contrario* son existence comme institution autonome obligeant le régime à partager son autorité¹¹. La mobilisation des différentes instances religieuses repose sur leur concurrence structurelle dans le système fondant la légitimité religieuse institutionnelle égyptienne, les relations entre al-Azhar,

10. Voir Youtube, <https://www.youtube.com/watch?v=4j7l3KsR46l>, consulté le 03/09/2017

11. Cf. Gaborieau, M. et Zeghal, M. *op. cit.*

Dâr al Iftâ et le ministère des Waqfs étant « à la fois complémentaires et concurrentielles »¹². En décembre 2016, al Sissi s'adresse à al-Tayeb, grand imman d'al-Azhar, en évoquant la responsabilité d'al-Azhar dans la déchéance de la nation, du fait de sa réticence à coopérer avec le plan de renouvellement du discours religieux auquel appelle le gouvernement¹³. Cette critique est reprise dans les médias gouvernementaux qui dénoncent le manque de capacité visionnaire d'al-Azhar rendant l'intervention de l'État nécessaire. Cela s'inscrit dans la polémique qui marque une étape dans le plan de la réforme religieuse et au cours de laquelle se met en place un conflit ouvert entre le cheikh d'al-Azhar d'une part, le Président et le ministre des Waqfs de l'autre.

Les mosquées comme lieux symboliques de production de l'identité égyptienne

A partir de septembre 2013, plus de 55 000 prédicateurs non affiliés à al-Azhar sont relevés de leurs fonctions. En janvier 2014, le gouvernement annonce son intention d'unifier le prêche du vendredi à travers la mise en place d'un thème national décidé par le ministère des Waqfs. En juillet 2016, il tente d'imposer la lecture d'un prêche pré-écrit, rencontrant une vaste résistance parmi les prédicateurs¹⁴. Suite à l'annonce du ministère des Waqfs présentant cette mesure comme « l'unification des musulmans dans les mosquées », le Conseil des grands oulémas d'al-Azhar s'oppose à l'unanimité à cette mesure, en dénonçant la limitation du discours religieux aux points de vue gouvernementaux. Le personnel religieux en général met en garde contre une déconnexion entre l'imam et la communauté à laquelle il s'adresse.

La plupart des mosquées suivent le prêche unifié car elles sont très surveillées. La majorité des imams traite le thème déterminé par le ministère mais ne lit pas le texte lui-même, rapportant la difficulté de maintenir une position de crédibilité auprès des fidèles en suivant un texte pré-écrit. Beaucoup, bien que suivant la ligne directrice promulguée par le ministère depuis 2014, sont ainsi opposés à ce style de prédication. Les mosquées dérogeant à celle-ci sans trop de surveillance sont les mosquées de taille limitée situées dans des zones ne représentant pas d'enjeu particulier pour le régime et où le sermon ne véhicule pas de contestation. Par exemple, dans le gouvernorat de Menoufiyya, historiquement plutôt pro-régime, des prêches alternatifs à ceux

12. Luizard, P.-J. 1995, « Al-Azhar, institution sunnite réformée », in Roussillon, A. (dir.), *Entre réforme sociale et mouvement national : Identité et modernisation en Égypte (1882-1962)* Le Caire, CEDEJ.

13. Voir *Youm 7*, <http://www.youm7.com/story/2016/12/8>, mis à jour le 03/09/2017

14. Voir *Watan*, <https://lc.cx/pTrF>, mis à jour le 03/09/2017

du ministère des Waqfs peuvent être prononcé par l'imam en place depuis plusieurs années, sur des éléments de hadiths ou des concepts islamiques¹⁵.

Cependant, le gouvernement n'a pas les moyens de sa politique, et ce pour plusieurs raisons. Le ministère des Waqfs, qui gère la mise en poste des imams dans les mosquées, n'a pas les effectifs suffisants pour répondre aux besoins de toutes les mosquées. Ainsi, la dernière évaluation remontant à 2016 établit qu'il y aurait 53 000 imams et prédicateurs du ministère, pour 115 000 mosquées, selon le président du Secteur religieux des Waqfs¹⁶. Il s'ensuit une coopération historique entre le ministère, al-Azhar, et les mouvements de prédication *Ansâr al-Sunna*, *al-Gama`a al-Shar`a* et *al-Da`wa al-Salafiyya* – tous de différentes obédiences de l'islam politique – pour gérer la question des effectifs. Elle est fondée sur le fait que ces mouvements ne sont pas perçus par le régime comme porteurs d'une menace politique, par leur revendication d'une mise à l'écart du politique ou leur soutien au gouvernement. Une mosquée située sous le contrôle de ces mouvements peut accueillir des prêches écrits par son imam. Cette coopération est actuellement renforcée par le fait que le ministre des Waqfs, Mohammed Gom`a, fut membre du conseil d'administration de la *Gama`a al Shar`a* avant sa nomination au ministère.

En outre, des techniques de contrôle des territoires sur lesquels s'inscrivent les mosquées s'appuient sur les spécificités de chaque zone. La nomination des imams étant contrôlée par l'appareil de la Sécurité d'État, elle est pensée en fonction d'une gestion confessionnelle de la population par le jeu des pressions. Par exemple, au sein d'un quartier connu pour la présence de *Gama`at Islâmiyya*, un imam affilié à celles-ci pourra délivrer un prêche divergeant de la ligne ministérielle et mettant en avant une interprétation salafiste de l'islam, afin de ménager une pression sur la population copte des alentours¹⁷. De plus, les mosquées connues pour être des centres de diffusion de la ligne des Frères musulmans ou de salafistes opposés au régime, ainsi que les instituts d'enseignements religieux, sont totalement contrôlés et n'ont aucune marge de manœuvre. Les enseignants, de même que les prédicateurs, non affiliés à al-Azhar ont été renvoyés¹⁸. Dans les grandes mosquées, les imams importants du ministère des Waqfs, voire le ministre lui-même, prononcent le prêche officiel¹⁹.

15. Entretiens menés au Caire en février 2017 avec le jeune imam azhari et avec un cheikh azhari.

16. Voir *Masr al Arabia*, <https://lc.cx/pT9V>, mis à jour le 03/09/2017

17. Entretien au Caire en février 2017 avec le cheikh azhari cité plus haut.

18. Entretiens menés en février 2017 au Caire : avec l'imam et le cheikh azharis mentionnés plus haut ; avec une prédicatrice non diplômée d'al-Azhar enseignant dans un institut cairote dépendant d'al-Azhar et ayant dû cesser d'enseigner du fait de cette politique.

19. Voir par exemple le site du ministre des Waqfs : <http://www.almokhtarone.com/?p=26997>, mis à jour le 03/09/2017

Des conflits corporatistes au sein d'al-Azhar et du ministère des Waqfs

Face à cette situation, al-Azhar affirme que la nouvelle régulation du prêche du vendredi se situe hors de l'autorité légale du ministère et ne peut relever que de l'institution azharie, tandis que le ministre s'appuie sur l'article 6 de la loi 272 qui charge le ministère de la supervision des mosquées et de leurs affaires administratives. Cet effort d'al-Azhar pour affirmer son autonomie face au ministère des Waqfs et à la présidence s'intensifie sous la pression d'un conflit ouvert entre les différentes institutions et leurs représentants. Al-Azhar décide de déterminer ses propres thèmes pour le prêche du vendredi, et le Comité des grands prédicateurs, dirigé par le grand Imam, déclare que la décision d'unifier le prêche du vendredi, relevant du ministère des Waqfs, ne s'applique pas à al-Azhar qui constitue « la plus haute référence du monde sunnite »²⁰. En outre, des imams du ministère des Waqfs lancent une campagne soutenant le refus d'al-Azhar, « Nous sommes al-Tayeb », en juillet 2016²¹. La situation des imams du ministère étant très précaire, leur système de nomination engendre une concurrence sur la rémunération. Le remplacement de certains d'entre eux par des imams Frères musulmans sous la présidence Morsi, tout comme l'expulsion de ces derniers après la chute dudit président, a créé de vives tensions au sein du ministère.

Les intérêts corporatistes qui clivent le ministère des Waqfs se retrouvent au sein de l'institution azharie. La direction ne représente pas les différentes strates de l'institution, son autonomie est un enjeu corporatiste surtout pour les oulémas et les responsables les plus haut placés et les organes de l'institution qui travaillent de façon transversale entre le ministère et al-Azhar, comme le Centre de recherches islamiques. L'amendement de la loi de 1961 permet aux grands oulémas et au grand Imam de se coopter mutuellement, préservant l'identité de l'élite de l'institution d'une pénétration trop marquée des idées fréristes et salafistes. Néanmoins, al-Azhar dans sa globalité représente diverses orientations du spectre religieux. De fait, de nombreux membres de la Confrérie font partie d'al-Azhar depuis les années 1980 et 1990, de même que les salafistes. Les imams Frères musulmans et salafistes sont de même principalement diplômés d'al-Azhar, et diverses sensibilités politiques et religieuses traversent l'institution. Ainsi, si une très large frange des imams et prédicateurs du ministère des Waqfs rejette l'idée du prêche du vendredi unifié, avec la circulation sur les réseaux sociaux du hashtag « non au prêche

20. Voir *Elaph*, <http://elaph.com/Web/News/2016/7/1100655.html>, mis à jour le 03/09/2017

21. Voir *Al Masry al Youm*, <http://www.almazryalyoum.com/news/details/875641> ; *Innfrad*, <http://www.innfrad.com/News/15/306833/%D8%A3%D8%A6%D9%85%D8>, mis à jour le 03/09/2017

pré-écrit » (*lâ li-l khutba al maktûba*)²², les cadres dirigeants soutiennent majoritairement la mesure, comme le président du département religieux et du prêche du ministère. De même, la mesure rencontre l'approbation de certains cadres dirigeants azharis, comme le vice-président de l'université d'al-Azhar, qui considère le prêche écrit du vendredi comme « un pas vers le renouvellement du discours religieux » qui bénéficiera du concours d'oulémas spécialisés²³.

Un mouvement créé par des étudiants azharis, le Mouvement des Azharis Libres refuse en 2015 la décision du ministère des Waqfs de repousser la nomination des imams fraîchement émoulus à l'année suivante et se présente comme le défenseur du rôle d'al-Azhar dans la diffusion de l'islam modéré²⁴. La dimension générationnelle de la contestation à al-Azhar illustre cette réalité contrastée tant dans les motivations et les références identitaires que dans les répertoires d'action utilisés. Les étudiants à al-Azhar ne se mobilisent pas sous cette bannière contre les mesures d'unification du prêche du vendredi mais pour protester contre les mesures administratives concernant les cursus universitaires et l'obtention des diplômes, ou bien contre la répression de l'armée suite au renversement du président Morsi. Des centaines d'étudiants ont en effet manifesté sur le campus d'al-Azhar comme d'autres universités, tout au long des années 2013, 2014 et 2015, menant à l'arrestation et l'incarcération de plus de deux milliers d'entre eux. Suite aux manifestations organisées par l'organisation « *Azhar Students against the Coup* », sur le campus, le président de l'université a renvoyé plusieurs dizaines d'étudiants. En novembre 2016, un groupe d'étudiants azharis est arrêté pour incitation à manifester le 11 novembre 2016 sous le nom de « Révolution des pauvres »²⁵.

Dans ce cadre de répression, la rhétorique déployée par le gouvernement (principalement le Président et le ministère des Waqfs, *Dâr al-Iftâ* jouant un rôle assez marginal) sur le terrain de la prédication vise à verrouiller l'expression publique en liant le registre des normes religieuses à celui de la sécurité nationale. En janvier 2016, le ministre des Waqfs dénonce les appels à manifester ou à se rassembler publiquement à l'occasion de l'anniversaire de la révolution du 25 janvier, qui violeraient les principes islamiques en entraînant les Égyptiens dans la violence, et appelle tous les imams à en faire autant lors du prêche du vendredi. Durant le Ramadan, il impose des restrictions sur les mosquées, incluant la surveillance des prières surrogatoires ayant lieu le soir

22. Voir *Tahrir News*, <http://www.tahrirnews.com/posts/442384/%D9%87%D8%A7%D8%B4%D8%AA%D8%A7%D8%AC+>, mis à jour le 03/09/2017

23. *Ibid.*

24. Voir *Facebook*, https://www.facebook.com/pg/AhrarAlazhar1/about?ref=page_internal, mis à jour le 03/09/2017

25. Voir *Daily News Egypt*, <https://dailynewsegypt.com/2016/10/18/6-people-detained-calling-protests-11-november/>, mis à jour le 03/09/2017

et la limitation du rassemblement dans les mosquées afin de « prévenir l'infiltration de cellules dormantes »²⁶.

LES DISPOSITIFS DE FORMATION D'UNE IDENTITÉ RELIGIEUSE NATIONALE

La doctrine du ministère présente le prêche unifié du vendredi comme l'une des plus importantes stratégies pour la promotion de la pensée islamique éclairée et met l'accent sur l'aspect apolitique du projet en insistant sur sa vocation à aider les imams dans cette démarche²⁷. Un effort de dépolitisation de la question religieuse peut être compris à travers cette rhétorique et la refonte de l'argumentaire religieux dans le modèle que le ministère cherche à imposer : inscrire les options religieuses reconnues et plébiscitées par le gouvernement et celles qui en divergent dans un registre du vrai et du faux, dont le critère de distinction se fonde sur l'adhésion ou l'écart à la norme instituée par le gouvernement, en évacue les significations politiques et sociales, porteuses de subversion des normes mises en place²⁸. Cette négation des enjeux politiques véhiculés par le prêche se prête alors à une repolitisation de la question religieuse par la mobilisation du registre sécuritaire²⁹. Lors de son discours du 8 décembre 2016 à l'occasion de la fête de la naissance du Prophète, al Sissi déclare que l'initiative du prêche pré-écrit lancé par le ministre des Waqfs répond à « l'état de fragmentation de la situation religieuse en Égypte » aboutissant au fait que « Mohamed tue Mohamed et Abd al Rahman tue Abd al Rahman tout en disant Allah akbar »³⁰. Mohamed Gom'a avait également affirmé que le prêche unique du vendredi « engagera les imams à respecter un certain nombre de sujets précis, décidés par le Centre des recherches du prêche du ministère, garantissant qu'aucun imam ne s'écarte de ceux-ci et ne diffuse des idées extrémistes auprès des fidèles »³¹.

A travers la question du prêche, le savoir est représenté comme un enjeu sécuritaire traversé par celui de l'identité nationale, entendue comme construction symbolique agissant en tant que cadre normatif sur la définition

26. Voir *Middle East Eye*, <http://www.middleeasteye.net/news/egypt-restrict-access-mosques-during-ramadan>, mis à jour le 03/09/2017

27. Voir *Al Ewaa Newspaper*, <https://lc.cx/pTtZ>, mis à jour le 03/09/2017

28. Voir les travaux de Judith Butler sur la subversion et la reconduction des normes : Butler, J. 2006, *Undoing gender*, Routledge, New York, 2004, trad. française : *Défaire le genre*, Éditions Amsterdam, Paris ; Butler, J. 2005, *Humain, inhumain, Le travail critique des normes*, Entretiens, Éditions Amsterdam, Paris.

29. Nous nous fondons sur la définition proposée par Jacques Lagroye de la politisation en tant que processus de mise à l'agenda politique d'un fait social. Cf Lagroye J., *op. cit.*

30. Voir *Al Jazeera*, <https://lc.cx/pTtr>, mis à jour le 03/09/2017

31. Voir *Masrawy*, http://www.masrawy.com/News/News_Reports/details/2016/12/13/999582, mis à jour le 03/09/2017

individuelle et institutionnelle de ce qui fait l'appartenance égyptienne³². Dans ce contexte, la question de l'enseignement religieux s'inscrit comme un enjeu central. Al-Azhar, en tant que lieu d'élaboration de l'enseignement religieux musulman, est donc l'objet d'une série de mesures liées au renouvellement de l'enseignement religieux scolaire et universitaire, tant dans le cursus azhari qu'au sein des écoles publiques et privées. Le Conseil suprême d'al-Azhar et le ministère de l'Éducation sont les deux instances chargées de l'écriture des programmes et des manuels de religion islamique. Le ministre des Waqfs met en place en 2015 la production de « Documents » visant à déterminer les mesures nécessaires au renouvellement du discours religieux, en coopération avec les oulémas de la Haute assemblée des affaires religieuses, rattachée à al-Azhar et au ministère³³.

L'éducation nationale comme lieu de production de l'identité religieuse³⁴

Suite à ces mesures préparatoires, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement décide de la suppression dans les manuels de certains passages concernant des personnages et des épisodes historiques jugés sans intérêt pour la société d'aujourd'hui ainsi que des points de doctrine considérés comme extrémistes. Des passages des cours de langue arabe mettant en scène Salah al-Din al-Ayyoubi et 'Oqba Ibn Nafi' sont supprimés, arguant d'une part du décalage de ces épisodes historiques avec l'époque contemporaine et les élèves, d'autre part de l'incitation à rejoindre le jihâd armé au sein d'organisations telles que Daech qui pourrait en être tirée³⁵. Au cours d'une polémique médiatique posant la question du lien entre le contenu des programmes azharis et l'extrémisme, la Commission du développement des programmes d'enseignement d'al-Azhar supprime notamment les chapitres de *fiqh* portant sur le droit régissant la possession d'esclaves et le butin de guerre, évoquant là encore la nécessité de s'adapter à l'époque et ses réalités. Elle conserve néanmoins le chapitre concernant le jihâd, le recteur de la faculté des Hautes Études d'al-Azhar et membre de la Commission de développement des programmes interrogeant ainsi : « Si l'ennemi attaquant notre pays, comment les étudiants sauraient-ils défendre celui-ci (sans la doctrine du jihâd) ? »³⁶.

32. Cf Koukoutsaki-Monnier, A. 2013, « Pour une approche pluridimensionnelle de l'identité nationale », *Interrogations* ? n°16.

33. Voir *Masr al Arabia*, <https://lc.cx/pTv6>, mis à jour le 03/09/2017

34. Par identité religieuse, nous entendons la construction symbolique opérant la définition de l'appartenance religieuse individuelle et nationale. Cf Koukoutsaki-Monnier A., *op. cit.*

35. Voir *Al Masryoon*, <https://lc.cx/pqkM>, mis à jour le 03/09/2017

36. Voir *Youm 7*, <https://lc.cx/pqZl>, mis à jour le 03/09/2017

Ces suppressions suscitent une prise de position des salafistes du parti al Nour et de *al Da'wa al Salafiyya*, qui dénoncent une « guerre contre l'islam » et « l'altération de l'identité musulmane »³⁷. Elles s'inscrivent dans le conflit qui avait surgi entre les salafistes et le gouvernement après la mise en place, en octobre 2014, d'un cours de collège décrivant al Nour et les partis religieux comme inconstitutionnels³⁸, illustrant la politisation accrue de l'enseignement lors de la période transitoire post-renversement du régime Morsi. Le ministère de l'Education justifie sa décision par le fait qu'elle est issue d'un comité gouvernemental incluant les représentants d'al-Azhar, et que la présidence de Morsi a constitué une occasion d'ajouts au programme reflétant les idées fréristes, rendant nécessaire d'amender le programme national. Cependant, de nombreuses critiques émanant du personnel enseignant du ministère regrettent que l'État soit le principal superviseur du processus éducatif, conduisant à des mesures reflétant plutôt les options politiques du régime en place plutôt qu'elles ne procèdent d'une révision scientifique se fondant sur des principes définis de façon indépendante³⁹.

Un Comité du développement des programmes de l'enseignement est formé par le Premier ministre en mars 2015, composé des ministres des Waqfs, de l'Education et de l'Enseignement et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, du Mufti de la République et du président du Secteur des instituts d'al-Azhar⁴⁰. Le ministre de l'Education annonce dans ce cadre « une stratégie de développement de l'enseignement en Égypte pour la période de 2014 à 2030, à laquelle le président al Sissi a donné son accord »⁴¹. Ces révisions ne concernent pas uniquement le système d'éducation général mais aussi celui d'al-Azhar. Certains hadiths ou fatwas sont supprimés des cours de *fiqh* et de *sharī'a*, comme une fatwa sur le fait de manger la chair des prisonniers ou le hadith du prophète Mohamed déclarant « Il m'a été ordonné de combattre les gens jusqu'à ce qu'ils témoignent qu'il n'y a de Dieu que Dieu »⁴², et la décision ministérielle appelle à la production d'un nouveau matériel d'enseignement sur le terrorisme, l'athéisme, les coups d'État afin de lutter contre leurs mésinterprétations⁴³.

Mais si ces remaniements conduisent également à la suppression des hadiths utilisés pour justifier la violence contre les chrétiens, aucune remise

37. Voir *Al Monitor*, <http://www.al-monitor.com/pulse/ar/originals/2015/04/egypt-ministry-education-remove-islamic-texts-violence.html>, mis à jour le 03/09/2017

38. <http://www.masralarabia.com/%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%8A%D8%A> ; <http://www.al-monitor.com/pulse/ar/originals/2015/04/egypt-ministry-education-remove-islamic-texts-violence.html>

39. *ibid.*

40. <http://urlz.fr/5Dq0>

41. Voir *Youm 7*, <https://lc.cx/pqdM>, mis à jour le 03/09/2017

42. Voir *Sunnah*, <https://sunnah.com/bukhari/2/18>, mis à jour le 03/09/2017

43. Voir *Al Monitor*, <http://www.al-monitor.com/pulse/ar/originals/2015/04/egypt-ministry-education-remove-islamic-texts-violence.html>, mis à jour le 03/09/2017

en question générale des représentations de la nation dans les manuels scolaires n'est effectuée, celles-ci véhiculant une équation entre identité musulmane et identité égyptienne et une valorisation de l'héritage musulman au détriment de l'histoire copte⁴⁴. De même, la séparation entre les élèves chrétiens et musulmans durant les cours de religion et la prééminence des références islamiques dans les pédagogies et manuels scolaires maintiennent une représentation des convictions religieuses sur un modèle identitaire cloisonné et hiérarchisé.

Dans le cadre du renouvellement de son programme d'enseignement religieux, al-Azhar cherche également à participer au soutien financier des écoles coraniques, qui se trouvent sous l'administration du ministère des Waqfs. Les membres du Comité technique d'al-Azhar et du Bureau du sous-secrétariat ainsi que la grande Mosquée, en coordination avec le ministère des Waqfs, ont pour mission d'étendre le système des écoles coraniques à toutes les mosquées et de diffuser ainsi « la ligne modérée » d'al-Azhar, ce qui permettrait à l'institution de prendre part au contrôle des mosquées dominées par les Waqfs, en prenant en charge le projet de modernisation des méthodes d'enseignement des écoles coraniques⁴⁵.

Néanmoins, le processus général de mise à jour des programmes d'enseignement par al-Azhar ne peut véritablement se mettre en place étant donné qu'il se fait en réponse aux pressions exercées par les médias et le gouvernement, menant à des mesures hâtives. Le fonctionnement de l'institution prévoit déjà la réécriture des manuels tous les cinq ans. De fait, de nouveaux manuels ont été édités en 2016. Dans les matières religieuses, les textes sur l'esclavage ou le refus de saluer les juifs et les chrétiens ont été supprimés et l'accent est porté sur l'esprit de tolérance de l'islam et la nécessité de s'adapter aux enjeux contemporains⁴⁶. Néanmoins, aucun changement dans la méthode pédagogique n'accompagne un enseignement qui se cramponne aux références traditionnelles des quatre écoles juridiques et des deux écoles théologiques dominant le monde sunnite, en associant la compréhension de l'islam à une adhésion monolithique à ces courants et en refusant la possibilité d'une interprétation fondée sur un examen individuel et critique des sources. Ces mesures s'inscrivent davantage dans la propension de la direction à conserver ou regagner sa légitimité auprès des pouvoirs publics et de l'opinion en répondant aux exigences de « mise à jour » de la connaissance religieuse. Cette rivalité organique entre les différents locuteurs religieux se retrouve dans la question des fatwas.

44. *Ibid.*

45. Voir *Al Monitor*, <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/07/egypt-azhar-quran-school-katateeb-update-modernize-curricula.html>, mis à jour le 03/09/2017

46. Voir les manuels des lycées azharis pour l'année 2016.

Une guerre des fatwas

Lorsqu'en 2014, *Dâr al Iftâ* lance un Observatoire des fatwas pour lutter contre l'extrémisme, le grand Imam d'al-Azhar appelle à fermer cet observatoire et met sur pied son propre organisme de contrôle des fatwas, revendiquant ces prérogatives. De nombreux débats avaient alors animé les médias sur la question de la multiplicité des locuteurs religieux, la prolifération des fatwas et la légitimité des références religieuses citées. En outre, al-Azhar avait relancé son projet de télévision en mai 2013 pour promouvoir la diffusion de « l'islam modéré » tant dans le monde musulman qu'auprès de l'Occident, et pour remédier au « chaos des fatwas » lié pour partie à la multiplicité de chaînes religieuses « qui diffusent sous l'étiquette de l'islam des idées et des concepts erronés »⁴⁷.

En août 2015, 50 muftis du monde islamique se rencontrent sous la supervision du président égyptien lors de la conférence internationale tenue par *Dâr al Iftâ* sous le titre « Fatwas : réalités, défis, et propositions pour le futur », afin de lutter contre ce « chaos des fatwas »⁴⁸. Le porte-parole de *Dâr al Iftâ* annonce la mise en place d'un « code éthique » sur lequel fonder les procédures légales d'ordre religieux pour lutter contre les fatwas extrémistes, et la constitution d'un comité d'oulémas de l'institution pour les réfuter. Elle propose aussi la mise sur pied d'un secrétariat général international, regroupant les institutions de fatwas de tout le monde musulman, qui serait basé au Caire et aurait également vocation à émettre des fatwas pour les communautés musulmanes à l'étranger. Ces mesures serviraient à établir *Dâr al Iftâ* comme référent des fatwas. L'ancien grand Mufti et l'adjoint du grand Imam d'al-Azhar participent à ces recommandations, et cette conférence marque une entrée notable de *Dâr al Iftâ* sur la scène religieuse qui, depuis 2013, était dominée par al-Azhar et le ministère des Waqfs.

Ces recommandations pour contrôler le champ des fatwas nécessitent, pour être effectives, un cadre légal qui vienne interdire aux religieux non autorisés par l'État de délivrer des fatwas, adossant ainsi les pratiques monopolistiques des institutions religieuses à un horizon légal autoritaire circonscrivant le champ de la représentation légitime du champ religieux, quand bien même la licence de l'État ne serait pas une garantie de l'influence des prédicateurs sur le public, leur popularité passant avant tout par les chaînes télévisées satellites dont la plupart sont gérées par des hommes d'affaires salafistes ou Frères musulmans, ou par les réseaux sociaux. La concurrence autour de l'autorité des fatwas promulguées par une variété d'acteurs illustre la difficulté de définir les compétences respectives des institutions religieuses qui s'interpénètrent dans un système où elles dépendent du

47. Voir *Al Monitor*, <http://www.al-monitor.com/pulse/ar/originals/2016/12/egypt-al-azhar-channel-fight-extremist-fatwas.html>, mis à jour le 03/09/2017

48. Voir *Al Wafd*, <https://lc.cx/pqsK>, mis à jour le 03/09/2017

président de la République, et la déconnexion entre celles-ci et le public religieux, plus enclin à suivre une parole indépendante de l'État et ancrée dans les pratiques populaires. Par exemple, l'interdiction du port du niqâb sur le campus universitaire d'al-Azhar prononcée par le grand Imam d'al-Azhar précèdent, soutenu alors par al-Tayeb⁴⁹, n'est pas suivie par les étudiantes.

Le renouveau du discours religieux et la gestion de la politique intérieure

Dans un contexte marqué par l'émergence d'un second conflit ouvert entre l'institution et le gouvernement, al-Azhar décide de mettre en place un projet de prêches parallèle à celui des Waqfs en février 2017 : « l'initiative pour la protection de la famille égyptienne »⁵⁰. En effet, le 24 janvier, la veille de l'anniversaire de la révolution de 2011, le président demande à al-Azhar de légiférer sur la question du divorce. Le but est de mettre fin à la pratique du divorce oral. La direction d'al-Azhar tout comme les oulémas du Centre de recherches islamiques s'y opposent, de même que de nombreux cheikhs azharis, avançant que la suppression du divorce oral est une négation des enseignements du Prophète et détruirait les foyers s'étant construits dans le cadre de cette pratique⁵¹.

Al-Azhar lance également une feuille de route autour de la protection de la famille, prévoyant la mise en place de cours, conférences et rencontres de jeunes dans toutes les provinces, en coordination avec une assemblée de prédicatrices. Dans le cadre de « l'année de la femme 2017 » et d'un discours se voulant promoteur des droits des femmes, l'institution et le ministère des Waqfs nomme alors 144 prédicatrices⁵². Le projet de loi du gouvernement bénéficie quant à lui du soutien des organisations féministes officielles afin de « protéger les fondements de la famille et les droits de la femme et de l'enfant »⁵³. Al-Tayeb et les grands oulémas avaient néanmoins refusé en 2013, dans les « Documents d'al-Azhar »⁵⁴, de ratifier les recommandations de la Commission des Nations Unies qui s'était réunie, avec des féministes égyptiennes de diverses tendances, autour de la question de la situation des femmes en Égypte, les jugeant occidentales et non compatibles avec les

49. Voir *Al Riyadh*, <http://www.alriyadh.com/483944>, mis à jour le 03/09/2017

50. Voir *Youm 7*, <https://lc.cx/pqm7>, mis à jour le 03/09/2017

51. Voir *Al Hayat*, <https://lc.cx/pqsg>, mis à jour le 03/09/2017

52. Voir *BBC*, <http://www.bbc.com/afrique/region-38989294>, mis à jour le 03/09/2017

53. Voir *Dot Masr*, <http://www.dotmsr.com/details/750106/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%>, mis à jour le 03/09/2017

54. Voir *Islam Story*, <https://lc.cx/cnZE>, mis à jour le 03/09/2017

55. Des ONG féministes égyptiennes telles que *Nûn, al Mar'a wa-l Zakira, Qadaya-l Mar'a*, avaient participé à la rédaction des Documents d'al-Azhar pour les droits de la femme, mais l'institution mit fin à cette collaboration après le renversement du gouvernement Morsi et ne tint pas compte des recommandations mises en avant par les féministes (Propos tenus lors d'une conférence intitulée « al-Azhar et le statut de la femme, les négociations du *fiqh* et du droit féministes et islamistes » au Forum de la Religion et des Libertés au Caire, le 20 mars 2017 : Voir Facebook, [https://www.facebook.com/events/1226445604121375/?context=%7B%](https://www.facebook.com/events/1226445604121375/?context=%7B%22), mis à jour le 03/09/2017
56. Voir Masreiat, <http://masreiat.com/organizations/2017/mar/21/51764>, mis à jour le 03/09/2017

57. Au sens développé par Yannick Barthe dans *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Economica, 2006, où il analyse la construction de problèmes publics à partir de faits sociaux et leur processus de mise à l'agenda politique.

58. Voir Zeghal, M., *op. cit.*, pour une mise en perspective historique.

59. Cf Lefort, C. 1981, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard.

CONCLUSION

En présentant une approche sécuritaire de la compréhension des textes islamiques, le gouvernement opère un transfert de la charge politique des enjeux sociaux qui traversent la société égyptienne vers la religion, ce qui favorise le verrouillage de l'espace public, tant géographique que symbolique, notamment à travers le contrôle du discours religieux et des mosquées, ainsi que l'exclusion de la société civile du débat public. Al-Azhar représente ainsi une ressource symbolique permettant au régime de se positionner contre les mouvements de l'islam politique, notamment les Frères musulmans précédemment au pouvoir. Le contrôle de l'interprétation de la loi religieuse, dans ses applications à la société et sa légitimation du pouvoir politique, représentant l'enjeu autour duquel s'articule le système politico-religieux égyptien, l'autoritarisme de l'État renforce donc la concurrence non seulement entre les institutions religieuses, mais également entre elles et les acteurs religieux et politiques qu'il tente de refouler hors du champ discursif national. Le régime du président Sissi tente d'asseoir son autorité contre les Frères musulmans en mobilisant le même référent religieux qui avait porté ces derniers au pouvoir. La loi religieuse représentant également la source de contestation principale contre le gouvernement, al-Azhar recourt à celle-ci pour s'opposer aux initiatives qui rivalisent avec son autorité. Confrontée à une crise de légitimité et de représentation, l'institution tente de se repositionner face au régime de façon à préserver son statut de « gardienne de l'islam ». Elle regagne de sa crédibilité, mise à mal par son soutien à l'armée lors du renversement du gouvernement Morsi, en se démarquant de la ligne gouvernementale, sans pouvoir renoncer à sa cooptation par le pouvoir politique dont elle dépend.

La vérité, en tant que force sociale et ressource politique, est donc le fondement de l'autorité discursive autour de laquelle s'articulent les relations entre les institutions religieuses et le régime. Les techniques d'imposition de ce « régime de véridiction » sont fondées sur un mode d'existence des savoirs qui se caractérise par un « régime d'autorité » particulier : celui de la tradition, établie une fois pour toutes, impossible à remettre en question et dont on ne peut que présupposer la validité, dont les discussions ne sauraient porter que sur les modalités, sens et conséquences et non sur une remise en question de principe. Cette notion de l'autorité, qui se déploie sur les plans religieux et politique – et remise en question par le processus de sécularisation dont la compréhension doit prendre en compte les « retours du religieux » tant dans la société civile que sur la scène politique (Mahmoud 2004) – entre en crise avec la révolution du 25 janvier. L'affrontement entre les différents acteurs officiels du champ religieux, au sein d'un même paradigme de vérité religieuse, est révélateur d'un moment où la société égyptienne voit succéder à la période révolutionnaire le retour autoritaire de l'armée au pouvoir.

La reproduction du système de normes sociales est ainsi particulièrement vulnérable dans le contexte du processus révolutionnaire, et se trouve donc investie d'une entreprise de « resignification » des normes définissant l'autorité, qui vise à renforcer les autorités en place et à se défendre contre la

subversion de celles-ci. La reconnaissance sociale, culturelle et institutionnelle des discours est ainsi indissociable de la revendication et de l'attribution de crédibilité par le groupe social, ce qui explique l'exacerbation de la concurrence entre les différentes institutions religieuses ainsi qu'entre le régime et al-Azhar. La possibilité d'élaborer un « régime de véridiction » désenclavé du carcan institutionnel, où la voix individuelle serait le fondement de la légitimité, comme le portait en germe la révolution, est verrouillée par la saturation de l'autorité énonciative (relevant de la sphère du langage) par l'autorité institutionnelle (relevant des rapports de pouvoir entre les différentes composantes de la classe dirigeante de la société).

Le passage de cette autorité à celle de l'individu en tant que sujet de droit, du monopole de l'interprétation à la liberté d'énonciation, ou le durcissement autoritaire défendant le système de reproduction sociale de la société, est donc l'enjeu de la reconfiguration de l'État égyptien. La reconnaissance d'une pluralité des discours légitimes, contre l'affirmation autoritaire de l'unicité du discours vrai, doit se faire tant sur le plan religieux que politique. En ce sens, la reformulation du patrimoine religieux et la ré-articulation des relations entre les institutions religieuses, l'État et la société civile reste à faire.

BIBLIOGRAPHIE

- Bernard-Maugiron, N. 2001, « Les constitutions égyptiennes (1923-2000) : Ruptures et continuités », *Égypte/Monde arabe*, Deuxième série, 4-5.
- . 2014, « La Constitution égyptienne de 2014 est-elle révolutionnaire ? », *La Revue des Droits de l'Homme*.
- Botiveau, B. 1996, « L'Université d'al-Azhar au gré du changement politique », in Bleuchot, Hervé, *Les institutions traditionnelles dans le monde arabe*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Karthala, Coll. Hommes et sociétés, éd. Aix-en-Provence.
- Butler, J. 2005, *Undoing gender*, Routledge, New York, 2004, trad. française : *Défaire le genre*, Éditions Amsterdam, Paris.
- . 2006, *Humain, inhumain, Le travail critique des normes*, Entretiens, Éditions Amsterdam, Paris.
- Foucault, M., 2014, *Subjectivité et vérité*, Paris, Seuil.
- . 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- . 2016, *Discours et vérité*, Vrin, Philosophie du présent.
- Gaborieau, M. et Zeghal, M. 2004, « Autorités religieuses en islam », *Archives de sciences sociales des religions*, n°125.
- Gaïti, B. 2003, « Le rôle de l'opinion dans les processus de délégitimation ou la quête de l'impopularité des régimes déchus », in Lagroye, Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin.
- Koukoutsaki-Monnier, A. 2013, « Pour une approche pluridimensionnelle de l'identité nationale », *Revue Interrogations?* n°16, « Identité fictive et fictionnalisation de l'identité » (II), juin.
- Lacroix, S. 2016, « Salafisme et contre-révolution en Égypte », *Vacarme 74/Égypte*, 5 ans après, février.

- Lagroye, J. 2003, « Le Processus de politisation », in Lagroye, Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin.
- Lagroye, J., François, B. et Sawicki, F. 2006, *Sociologie politique*, Paris, Dalloz/Presses de Sciences Po.
- Leclerc, G. 2001, « Histoire de la vérité et généalogie de l'autorité », *Cahiers internationaux de sociologie* n° 111.
- Lefort, C. 1981, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard.
- Luizard, P-J. 1995, « Al Azhar, Institution sunnite réformée », in Roussillon Alain (dir.), *Entre réforme sociale et mouvement national: Identité et modernisation en Égypte (1882-1962)*, Le Caire, CEDEJ Égypte/Soudan.
- Mahmoud, S. 2004, *Politics of Piety: The Islamic Revival and the Feminist Subject*, Princeton University Press.
- Zeghal, M. 1996, *Gardiens de l'islam. Les oulémas d'al-Azhar dans l'Égypte contemporaine*, Paris Presses de Sciences Po.
- . 2006, « Les réformes de l'université d'al-Azhar en Égypte : une entreprise de sécularisation ? » *Le choc colonial et l'islam*, La Découverte.
- . 1997, « La Guerre des Fatwas », *Les Cahiers de l'Orient*.